

MARCHÉ DU TRAVAIL FRANÇAIS : MAINTENIR LA DYNAMIQUE

Stéphane Colliac

La France a terminé l'année 2021 avec le taux d'emploi le plus élevé depuis les années soixante-dix, le taux de chômage le plus bas depuis 2008 et un record de créations d'emplois depuis l'après-guerre.

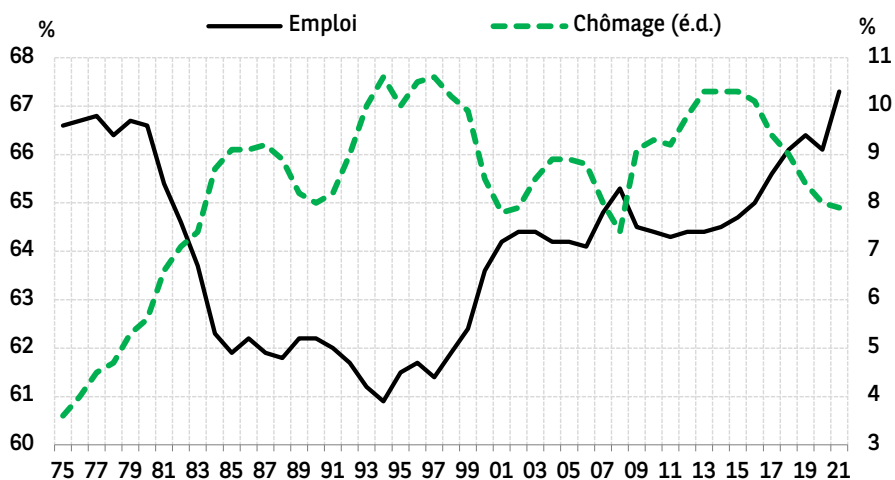
Ce dynamisme de l'emploi est imputable pour moitié au rebond des créations d'emplois dans les secteurs les plus affectés par la crise de la Covid-19 (dont la restauration et l'intérim). La pandémie a également soutenu l'emploi dans la santé et l'éducation.

Le secteur privé marchand porte néanmoins encore la trace de la crise sanitaire : l'emploi y est inférieur de 1,3% au niveau qu'il aurait atteint si sa croissance observée entre 2017-19 s'était poursuivie jusqu'à fin 2021 (un même calcul sur le PIB réel donne un écart de 2,2%).

Le taux d'emploi des 15-64 ans atteint 67,8% de la classe d'âge. Cette hausse s'explique principalement par celle du taux d'emploi des 50-64 ans (départs en retraite plus tardifs). L'amélioration du taux d'emploi des 15-24 ans en toute fin de période doit, quant à elle, être confirmée.

La progression des salaires, qui a été modérée ces dernières années, devrait s'accroître en 2022 sous l'effet combiné de la baisse du taux de chômage et de la hausse de l'inflation.

FRANCE : TAUX D'EMPLOI ET TAUX DE CHÔMAGE EN % DE LA POPULATION ACTIVE



GRAPHIQUE 1

SOURCES : INSEE, DARES

Lorsqu'on observe la situation du marché du travail français à fin 2021, le choc lié à la pandémie de Covid-19 apparaît déjà en partie absorbé (graphique 1). Loin d'avoir connu une hausse durable, le taux de chômage est reparti à la baisse : à 7,4% en fin d'année 2021, il est même inférieur à son niveau d'avant-Covid-19 (8,1% fin 2019). Par conséquent, le taux de chômage est désormais proche du point bas de 7,2% enregistré au 1^{er} trimestre 2008. En parallèle, le taux d'emploi a, en parallèle, repris sa progression. Fin 2021, il atteint à 67,8% un plus haut depuis les années 70, près de 15 points au-dessus de son point bas de 1994. Les mécanismes de soutien, en particulier au travers de l'indemnisation du chômage partiel, ont largement neutralisé l'impact du confinement, et donc permis de sauvegarder des emplois.

EMPLOI : AU-DELÀ DES APPARENCES

Le marché du travail a été dynamique entre 2017 et 2019, avec près de 760 000 créations d'emplois. La période de la pandémie a pendant quelques trimestres inversé cette dynamique, mais de façon temporaire. De fait, près de 370 000 emplois ont été détruits en 2020, mais 700 000 emplois autres ont été créés en 2021 (en comparant l'emploi à fin 2020 et à fin 2021), une dynamique inédite, avec près de 640 000 nouveaux emplois dans le secteur privé.

Près de la moitié de la performance du secteur privé concerne les secteurs les plus pénalisés par la Covid-19 en 2020 : le travail intérimaire, l'hébergement-restauration et, à un moindre degré, les métiers du spectacle (graphique 2). À l'exclusion de ces trois secteurs, on comptabilise 324 000 créations d'emplois dans le secteur privé, moins que le chiffre record atteint en l'an 2000 (428 000).

ECONOMIC RESEARCH



BNP PARIBAS

The bank
for a changing
world

Une autre question se pose : celle de savoir si le rebond post-Covid a permis au marché du travail d'effacer ce choc, c'est-à-dire d'être dans la situation qui aurait été atteinte fin 2021, si la tendance de créations d'emplois observée sur 2017-19 s'était poursuivie. Il ressort de cette comparaison un niveau d'emploi supérieur dans le tertiaire non marchand de 135 000 emplois, dont 76 000 dans le public. C'est dans la santé et l'éducation que cette évolution est la plus marquée, avec un impact positif de la pandémie sur l'emploi de ces secteurs.

En revanche, il manquerait près de 260 000 emplois dans le secteur privé marchand hors intérim (graphique 3). L'industrie connaîtrait un retard de près de 60 000 emplois, cohérent avec une réduction des capacités de production observée autour de la période de Covid. C'est toutefois dans le tertiaire marchand que le retard pris sur la tendance d'avant-crise est le plus important, avec un déficit de près de 200 000 emplois, dont le tiers dans l'hébergement-restauration, le quart dans les services aux entreprises et un sixième dans le transport et l'entreposage. *A contrario*, dans l'agriculture et la construction, le niveau d'emploi est relativement conforme à ce qu'il aurait été sans pandémie.

La ventilation des effectifs de l'intérim par secteur d'activité n'atténue les tendances du graphique 3 que pour l'industrie, où sa prise en compte réduit le retard de moitié, en particulier dans la chimie, la pharmacie, la métallurgie ou l'agroalimentaire.

Au total, l'emploi dans le secteur privé marchand est inférieur de 1,3% au niveau qu'il aurait atteint fin 2021 s'il avait poursuivi sa croissance d'avant-Covid. En comparaison, le PIB réel est inférieur de 2,2% à son propre niveau théorique en utilisant la même méthode.

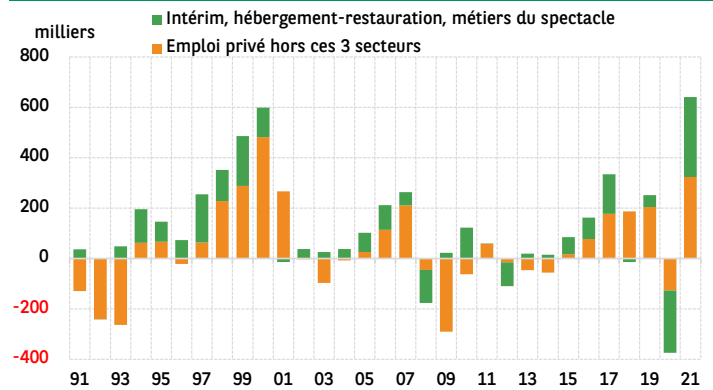
DES CARRIÈRES PLUS LONGUES FAVORISENT UN TAUX D'EMPLOI PLUS ÉLEVÉ ET UN TAUX DE CHÔMAGE PLUS BAS

La France affiche un taux d'emploi inférieur de 1,5 point à la moyenne européenne, principalement en raison de débuts de carrières tardifs et de fins de carrières plus précoces. Des progrès significatifs ont cependant été faits sur ces deux fronts.

Les plus âgés (50-64 ans) connaissent une hausse structurelle de leur taux d'emploi depuis le milieu des années 90 (graphique 4). La hausse de l'emploi des femmes (quel que soit leur âge) est l'une des explications. Le taux d'emploi des 50-64 ans dépend directement de l'âge de départ à la retraite, avec une baisse notoire de ce taux dans les années 80, lorsque l'âge légal a été abaissé de 65 à 60 ans. Depuis, le report de l'âge légal de départ à la retraite s'est accompagné d'un allongement de la durée de cotisation et d'une retraite à taux plein plus tardive (entre 65 et 67 ans selon les cas). Ainsi, le taux d'emploi des 50-64 ans dépasse déjà celui atteint dans les années 70. Dans la perspective d'un nouveau report de l'âge légal de départ, le taux d'emploi devrait, dans les prochaines années, de nouveau augmenter et l'écart de près de 5 points avec la moyenne européenne devrait se combler.

Une deuxième tendance, plus récente, concerne le taux d'emploi des 15-24 ans. Ce dernier n'a cessé de diminuer jusqu'à la fin des années 90 sous l'effet de l'allongement de la durée des études, avant de connaître une stabilisation relative, aux alentours de 30%, durant les années 2000 et 2010. Mais il s'est nettement redressé à 32,2% en 2021 et atteint, ce faisant, la moyenne européenne. Ce rebond s'explique

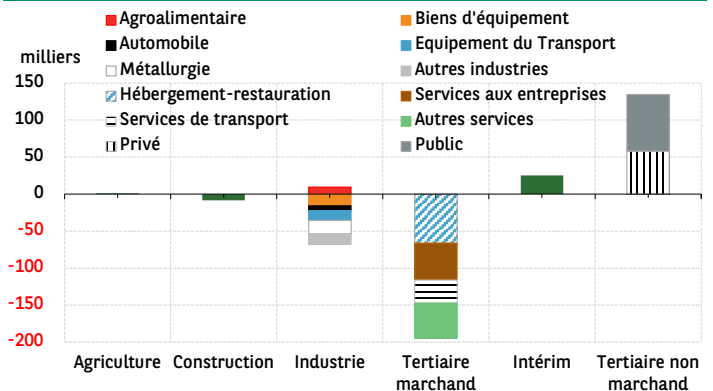
FRANCE : ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LE SECTEUR PRIVÉ



GRAPHIQUE 2

SOURCES : INSEE, CALCULS BNP PARIBAS

FRANCE : EMPLOI À FIN 2021, ÉCART PAR RAPPORT À LA TENDANCE D'AVANT-COVID



GRAPHIQUE 3

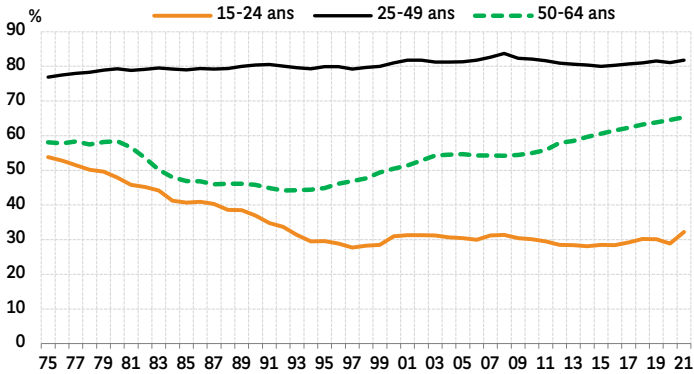
SOURCES : INSEE, CALCULS BNP PARIBAS

principalement par la recrudescence des contrats d'apprentissage en 2021 qui, à 718 000, étaient près de deux fois plus nombreux qu'en 2019 (avec un taux d'insertion de 60% sur le marché du travail au bout de 6 mois, selon le gouvernement).

La baisse du taux de chômage des 15-24 ans en 2021, à 15,9% de la classe d'âge, y fait directement écho. C'est un point bas qui n'a plus été atteint depuis près de quarante ans. Cette réduction du chômage des jeunes a largement contribué à la baisse du taux de chômage global à 7,4% au 4^e trimestre 2021.

La situation des 25-49 ans offre une statistique davantage comparable au fil du temps, car elle n'est pas affectée par les problématiques d'entrées tardives ou de départs précoces sur le marché du travail. Après avoir perdu près de 3,5 points de pourcentage entre 2008 et 2016, le taux d'emploi de la classe d'âge a rebondi de 1,5 point en 5 ans et frôle 82% en 2021. Un taux encore inférieur de près de 2 points à celui de 2008 suggère l'existence d'une réserve de main d'œuvre disponible.

FRANCE : TAUX D'EMPLOI PAR ÂGE



GRAPHIQUE 4

SOURCE : INSEE

Le taux de chômage des 25-49 ans est, quant à lui, retombé à 6,8% de la tranche d'âge à fin 2021, proche du point bas de 6,4% du 2^e trimestre 2008.

LA CROISSANCE DES SALAIRES DEVRAIT S'ACCÉLÉRER

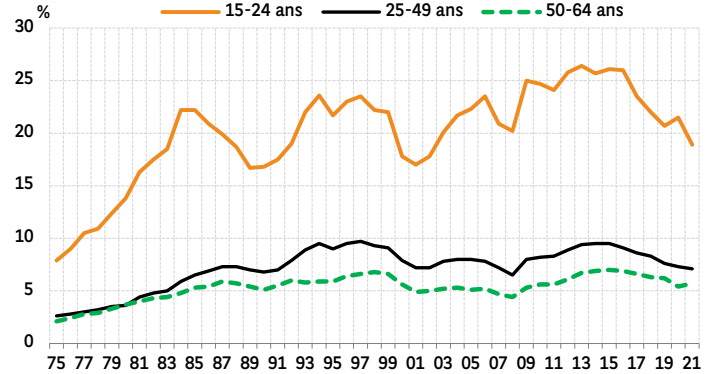
Les salaires ont connu une croissance relativement modérée ces dernières années (graphique 6), dans un contexte où le taux de chômage est resté important. Sa baisse pourrait toutefois le rapprocher du point où les hausses de salaires vont s'accélérer. Les difficultés de recrutement sont conséquentes dans l'ensemble de l'économie (graphique 7), et même supérieures au précédent record de 2000 dans l'industrie et les services (élevées mais inférieures dans la construction).

Davantage d'entreprises anticipent désormais une hausse sensible des salaires (seuil non précisé dans l'enquête de l'Insee), notamment dans l'industrie où cette proportion n'a été plus élevée qu'en 2001. Cette statistique a été fournie par l'Insee pour la première fois en janvier 2022 pour la construction et les services, où une proportion conséquente d'entreprises confirme cette tendance (graphique 8). Dans l'industrie, l'agroalimentaire et les biens d'équipement affichent la proportion la plus élevée, tandis que dans les services ce sont les secteurs des transports et de l'hébergement-restauration.

L'inflation devrait favoriser une revalorisation du SMIC en 2022. Ce dernier a augmenté de 0,9% en janvier dernier après une première revalorisation anticipée de 2,2% au mois d'octobre 2021. Si l'inflation dépasse 2% en cours d'année entre deux revalorisations annuelles, une revalorisation automatique doit intervenir. Cela a été le cas en octobre dernier et ce devrait à nouveau l'être au mois de mai prochain, pour les mêmes raisons, dans une ampleur voisine. En sus, le gouvernement a annoncé une revalorisation du point d'indice des fonctionnaires avant l'été.

En complément, des accords de branches ont déjà acté une augmentation significative des salaires, en particulier dans le secteur de la restauration. Le salaire mensuel de base devrait ainsi voir sa croissance nominale moyenne s'accélérer en 2021, à 2,4% selon nos prévisions, une évolution qui n'a plus été observée depuis 2008.

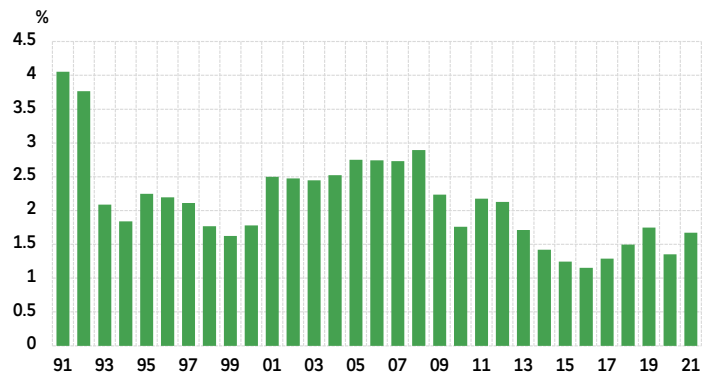
FRANCE : TAUX DE CHÔMAGE PAR ÂGE



GRAPHIQUE 5

SOURCE : INSEE

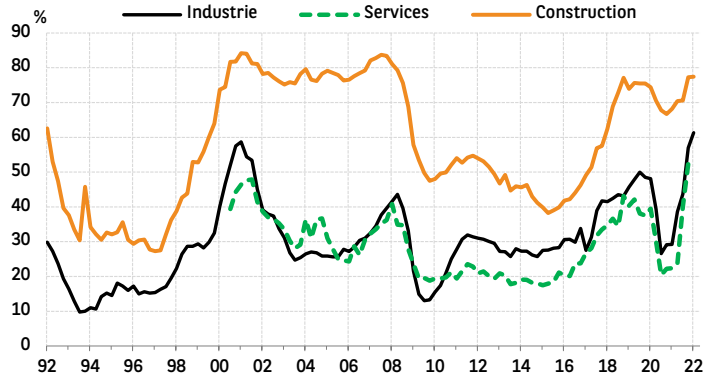
FRANCE : CROISSANCE MOYENNE ANNUELLE DU SALAIRE MENSUEL DE BASE (SMB) NOMINAL



GRAPHIQUE 6

SOURCES : INSEE, DARES

FRANCE : DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT (% DES RÉPONDANTS)



GRAPHIQUE 7

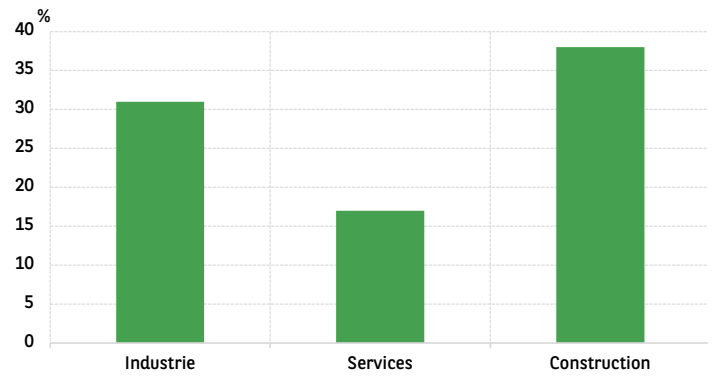
SOURCE : INSEE

Ainsi, le marché du travail français a connu des améliorations que la Covid-19 n'est venu altérer que partiellement et temporairement. La poursuite de cette dynamique sera toutefois nécessaire pour permettre une nouvelle baisse du taux de chômage en deçà de 7%. Cela permettrait de soutenir une croissance durable des salaires.

Stéphane Colliac

stephane.colliac@bnpparibas.com

FRANCE : PART DES ENTREPRISES ANTICIPANT, EN JANVIER 2022, UNE HAUSSE SENSIBLE DES SALAIRES DANS LES 3 MOIS



GRAPHIQUE 8

SOURCE : INSEE

William De Vijlder
Chief Economist

+33 1 55 77 47 31

william.devijlder@bnpparibas.com

OECD ECONOMIES AND STATISTICS

Hélène Baudchon

Head - Eurozone, Germany - Climate

+33 1 58 16 03 63

helene.baudchon@bnpparibas.com

Guillaume Derrien

Southern Europe, Japan - International trade

+33 1 55 77 71 89

guillaume.a.derrien@bnpparibas.com

Stéphane Colliac

France

+33 1 42 98 43 86

stephane.colliac@bnpparibas.com

Veary Bou, Patrick Capeillère, Tarik Rharrab
Statistics

ECONOMIC PROJECTIONS, RELATIONSHIP WITH THE FRENCH NETWORK

Jean-Luc Proutat

Head - United States, United Kingdom

+33 1 58 16 73 32

jean-luc.proutat@bnpparibas.com

BANKING ECONOMICS

Laurent Quignon

Head

+33 1 42 98 56 54

laurent.quignon@bnpparibas.com

Céline Choulet

+33 1 43 16 95 54

celine.choulet@bnpparibas.com

Thomas Humblot

+33 1 40 14 30 77

thomas.humblot@bnpparibas.com

EMERGING ECONOMIES AND COUNTRY RISK

François Faure

Head - Argentina

+33 1 42 98 79 82

francois.faure@bnpparibas.com

Christine Peltier

Deputy Head - Greater China, Vietnam, South Africa

+33 1 42 98 56 27

christine.peltier@bnpparibas.com

Stéphane Alby

Africa (French-speaking countries)

+33 1 42 98 02 04

stephane.alby@bnpparibas.com

Stéphane Colliac

Turkey, Ukraine, Central European countries

+33 1 42 98 26 77

stephane.colliac@bnpparibas.com

Pascal Devaux

Middle East, Balkan countries

+33 1 43 16 95 51

pascal.devaux@bnpparibas.com

Hélène Drouot

Korea, Thailand, Philippines, Mexico, Andean countries

+33 1 42 98 33 00

helene.drouot@bnpparibas.com

Perrine Guérin

Africa (English-speaking countries)

+33 1 42 98 43 86

perrine.guerin@bnpparibas.com

Salim Hammad

Latin America

+33 1 42 98 74 26

salim.hammad@bnpparibas.com

Johanna Melka

India, South Asia, Russia, CIS

+33 1 58 16 05 84

johanna.melka@bnpparibas.com

CONTACT MEDIA

Mickaëlle Fils Marie-Luce

+33 1 42 98 48 59

mickaëlle.filsmarie-luce@bnpparibas.com





CONJONCTURE

Structural or thematic topics.



EMERGING

Analyses and forecasts for a selection of emerging economies.



PERSPECTIVES

Analyses and forecasts with a focus on developed countries.



ECOFASH

Data releases, major economic events.



ECOWEEK

Recent economic and policy developments, data comments, economic calendar, forecasts.



ECOTV

A monthly video with interviews of our economists.



ECOTV WEEK

A weekly video discussing the main event of the week.



MACROWAVES

Our economic podcast.

HOW TO RECEIVE OUR PUBLICATIONS

SUBSCRIBE ON OUR WEBSITE
[see the Economic Research website](#)

&

FOLLOW US ON LINKEDIN
[see the Economic Research linkedin page](#)

OR TWITTER
[see the Economic Research Twitter page](#)

The information and opinions contained in this report have been obtained from, or are based on, public sources believed to be reliable, but no representation or warranty, express or implied, is made that such information is accurate, complete or up to date and it should not be relied upon as such. This report does not constitute an offer or solicitation to buy or sell any securities or other investment. It does not constitute investment advice, nor financial research or analysis. Information and opinions contained in the report are not to be relied upon as authoritative or taken in substitution for the exercise of judgement by any recipient; they are subject to change without notice and not intended to provide the sole basis of any evaluation of the instruments discussed herein. Any reference to past performance should not be taken as an indication of future performance. To the fullest extent permitted by law, no BNP Paribas group company accepts any liability whatsoever (including in negligence) for any direct or consequential loss arising from any use of or reliance on material contained in this report. All estimates and opinions included in this report are made as of the date of this report. Unless otherwise indicated in this report there is no intention to update this report. BNP Paribas SA and its affiliates (collectively "BNP Paribas") may make a market in, or may, as principal or agent, buy or sell securities of any issuer or person mentioned in this report or derivatives thereon. BNP Paribas may have a financial interest in any issuer or person mentioned in this report, including a long or short position in their securities and/or options, futures or other derivative instruments based thereon. Prices, yields and other similar information included in this report are included for information purposes. Numerous factors will affect market pricing and there is no certainty that transactions could be executed at these prices. BNP Paribas, including its officers and employees may serve or have served as an officer, director or in an advisory capacity for any person mentioned in this report. BNP Paribas may, from time to time, solicit, perform or have performed investment banking, underwriting or other services (including acting as adviser, manager, underwriter or lender) within the last 12 months for any person referred to in this report. BNP Paribas may be a party to an agreement with any person relating to the production of this report. BNP Paribas, may to the extent permitted by law, have acted upon or used the information contained herein, or the research or analysis on which it was based, before its publication. BNP Paribas may receive or intend to seek compensation for investment banking services in the next three months from or in relation to any person mentioned in this report. Any person mentioned in this report may have been provided with sections of this report prior to its publication in order to verify its factual accuracy.

BNP Paribas is incorporated in France with limited liability. Registered Office 16 Boulevard des Italiens, 75009 Paris. This report was produced by a BNP Paribas group company. This report is for the use of intended recipients and may not be reproduced (in whole or in part) or delivered or transmitted to any other person without the prior written consent of BNP Paribas. By accepting this document you agree to be bound by the foregoing limitations.

Certain countries within the European Economic Area:

This report has been approved for publication in the United Kingdom by BNP Paribas London Branch. BNP Paribas London Branch is authorised and supervised by the Autorité de Contrôle Prudentiel and authorised and subject to limited regulation by the Financial Services Authority. Details of the extent of our authorisation and regulation by the Financial Services Authority are available from us on request.

This report has been approved for publication in France by BNP Paribas SA. BNP Paribas SA is incorporated in France with Limited Liability and is authorised by the Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) and regulated by the Autorité des Marchés Financiers (AMF). Its head office is 16, boulevard des Italiens 75009 Paris, France.

This report is being distributed in Germany either by BNP Paribas London Branch or by BNP Paribas Niederlassung Frankfurt am Main, a branch of BNP Paribas S.A. whose head office is in Paris, France. BNP Paribas S.A. - Niederlassung Frankfurt am Main, Europa Allee 12, 60327 Frankfurt is authorised and supervised by the Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin).

United States: This report is being distributed to US persons by BNP Paribas Securities Corp., or by a subsidiary or affiliate of BNP Paribas that is not registered as a US broker-dealer. BNP Paribas Securities Corp., a subsidiary of BNP Paribas, is a broker-dealer registered with the U.S. Securities and Exchange Commission and a member of the Financial Industry Regulatory Authority and other principal exchanges. BNP Paribas Securities Corp. accepts responsibility for the content of a report prepared by another non-U.S. affiliate only when distributed to U.S. persons by BNP Paribas Securities Corp.

Japan: This report is being distributed in Japan by BNP Paribas Securities (Japan) Limited or by a subsidiary or affiliate of BNP Paribas not registered as a financial instruments firm in Japan, to certain financial institutions defined by article 17-3, item 1 of the Financial Instruments and Exchange Law Enforcement Order. BNP Paribas Securities (Japan) Limited is a financial instruments firm registered according to the Financial Instruments and Exchange Law of Japan and a member of the Japan Securities Dealers Association and the Financial Futures Association of Japan. BNP Paribas Securities (Japan) Limited accepts responsibility for the content of a report prepared by another non-Japan affiliate only when distributed to Japanese based firms by BNP Paribas Securities (Japan) Limited. Some of the foreign securities stated on this report are not disclosed according to the Financial Instruments and Exchange Law of Japan.

Hong Kong: This report is being distributed in Hong Kong by BNP Paribas Hong Kong Branch, a branch of BNP Paribas whose head office is in Paris, France. BNP Paribas Hong Kong Branch is registered as a Licensed Bank under the Banking Ordinance and regulated by the Hong Kong Monetary Authority. BNP Paribas Hong Kong Branch is also a Registered Institution regulated by the Securities and Futures Commission for the conduct of Regulated Activity Types 1, 4 and 6 under the Securities and Futures Ordinance.

Some or all the information reported in this document may already have been published on <https://globalmarkets.bnpparibas.com>

© BNP Paribas (2015). All rights reserved.

Published by BNP PARIBAS Economic Research

Head office: 16 boulevard des Italiens - 75009 Paris France / Phone : +33 (0) 1.42.98.12.34
 Internet: www.group.bnpparibas.com - www.economic-research.bnpparibas.com

Head of publication : Jean Lemierre / Chief editor: William De Vijlder



BNP PARIBAS

The bank
for a changing
world